



**NATIONS
UNIES**



**CONVENTION-CADRE SUR
LES
CHANGEMENTS
CLIMATIQUES**

Distr.
GENERALE

FCCC/IDR.1(SUM)/USA
26 février 1996

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

RESUME

du

RAPPORT DE L'EXAMEN APPROFONDI DE LA COMMUNICATION NATIONALE

des

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

(Le texte intégral du rapport (en anglais seulement) est publié sous la cote FCCC/IDR.1/USA).

Equipe d'examen :

Rodito Buan (Philippines)
Alexey O. Kokorin (Fédération de Russie)
Ebbe Kvist (Suède)
Trevor Morgan (Agence internationale de l'énergie)
Robert Hornung, consultant
Peer Stiansen (secrétariat de la CCNUCC, coordonnateur)

Résumé

1. L'examen approfondi a été réalisé entre avril et août 1995 et comprenait une visite de l'équipe aux Etats-Unis, du 22 au 26 mai 1995. L'équipe se composait d'experts des Philippines, de la Fédération de Russie, de la Suède et de l'Agence internationale de l'énergie.

2. L'équipe a estimé que, dans l'ensemble, la communication des Etats-Unis d'Amérique était d'une grande clarté, bien documentée et conforme au schéma tracé dans les directives applicables aux Parties visées à l'annexe I. Elle a, par ailleurs, reconnu que le pays présentant la communication avait engagé des ressources importantes dans la préparation de la documentation de base pour les diverses sections.

3. Les Etats-Unis d'Amérique, qui ont l'économie la plus importante du monde, sont responsables de près d'un quart des émissions mondiales de dioxyde de carbone (CO₂) (4 520 000 gigagrammes (Ggs) en 1990) et accusent, parmi toutes les Parties ayant présenté leur communication, le taux le plus élevé d'émission de CO₂ par habitant (20 tonnes, contre une moyenne de 12 tonnes dans les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)). Autre facteur essentiel observé par l'équipe d'examen : il est probable que les prix peu élevés de l'énergie aux Etats-Unis n'aient guère incité à rechercher une plus grande efficacité énergétique ni à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

4. L'équipe a constaté que les estimations concernant les émissions et l'élimination de gaz à effet de serre recelaient un grand nombre d'incertitudes dans plusieurs secteurs où les Etats-Unis espéraient faire chuter les émissions nettes (un problème que l'on retrouve dans les estimations de cette nature de tous les pays), mais elle a reconnu que les Etats-Unis déployaient de gros efforts pour dissiper ces incertitudes. L'équipe a relevé en particulier que les estimations des Etats-Unis concernant l'élimination du carbone d'origine anthropique comportaient des incertitudes, et elle juge nécessaire d'élaborer des définitions internationales communes de "l'espace forestier" (forest land) et de "la forêt aménagée" (managed forest).

5. Le Climate Change Action Plan (CCAP) (plan d'action relatif aux changements climatiques) des Etats-Unis est fondé sur la législation existante, se développe sur cette base et comprend essentiellement divers mécanismes conçus pour promouvoir et faciliter la mise en oeuvre de mesures volontaires visant à restreindre les émissions de CO₂, de méthane (CH₄), d'oxyde nitreux (N₂O), d'hydrofluorocarbones (HFC) et d'hydrocarbures perfluorés (PFC), ainsi que pour renforcer l'absorption par les puits des émissions de CO₂. Les efforts déployés pour atténuer les changements climatiques aux Etats-Unis ont été entravés par le fait que le Congrès a approuvé moins de 50 % des ressources financières requises pour mettre en oeuvre le CCAP durant la première année de son exécution et que la part des ressources allouée au CCAP pour la deuxième année de son exécution sera, semble-t-il, encore plus faible. Par ailleurs, les crédits destinés à la mise en oeuvre d'importants programmes antérieurs au CCAP, par exemple les activités entreprises au titre de l'Energy Policy Act (loi sur la politique énergétique) de 1992, ont également été réduits de plus de 40 %, et le règlement relatif aux décharges dégageant du méthane n'a pas encore été

promulgué. Les Etats-Unis procèdent actuellement, avec la participation de l'industrie et de groupes intéressés à la protection de l'environnement, à un examen officiel de l'état d'avancement du CCAP, qui sera rendu public au début de 1996.

6. L'équipe a estimé qu'en raison de leur aspect novateur, plusieurs de ces mesures valent que d'autres pays s'en inspirent dans la recherche d'une réponse stratégique aux changements climatiques. Ils peuvent notamment tirer avantage de ce que les Etats-Unis ont déjà accompli en vue de fixer des objectifs précis pour chaque initiative s'inscrivant dans le cadre du CCAP et créer des mécanismes de suivi chargés d'en contrôler la réalisation et l'efficacité. Toutefois, l'équipe a noté que le gouvernement avait conscience du risque de double comptage des réductions d'émissions résultant de différents programmes volontaires, et de la difficulté de dissocier les réductions d'émissions imputables à des initiatives volontaires des prévisions de base, et que cet aspect avait été abordé dans son évaluation.

7. Alors que la plupart des programmes volontaires des Etats-Unis ont atteint, voire dépassé leurs premiers objectifs, il paraît peu probable que l'on puisse à l'avenir réaliser des objectifs plus ambitieux, à moins que ces programmes ne soient totalement financés ou modifiés pour tenir compte de la réduction du financement disponible. Les importantes compressions budgétaires frappant les institutions qui les gèrent, en particulier le Department of Energy (DOE) et l'Environmental Protection Agency (EPA), sont autant de difficultés qui compromettent la poursuite de ces programmes.

8. Alors que l'industrie a répondu positivement à l'appel en faveur d'actions volontaires, nombre de mesures définies dans le CCAP en sont encore au premier stade d'élaboration. Autant dire que les milieux industriels n'ont souvent pris, pour l'instant, que de vagues engagements en ce qui concerne les mesures qu'ils comptent prendre pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

9. L'équipe a également noté l'importance des administrations locales et des Etats dans la mise en oeuvre de la CCNUCC. En particulier, la déréglementation des services publics et du marché de l'électricité, qui devrait intervenir dans les prochaines décennies, aura peut-être des incidences de plusieurs types sur les émissions, mais on n'a pas encore d'idée précise quant à son effet global. Les administrations locales et des Etats sont également chargés, entre autres, de l'élaboration des normes de construction, de la planification des autoroutes et de la fixation des limitations de vitesse.

10. Tout en reconnaissant que les prévisions contenues dans la communication nationale étaient méthodologiquement correctes et fondées sur des hypothèses qui étaient raisonnables à l'époque de l'élaboration du CCAP, l'équipe a néanmoins estimé nécessaire de revoir les hypothèses de base concernant aussi bien la croissance économique que les prix de l'énergie et le financement des programmes du CCAP. Elle a donc considéré que les chances de ramener les émissions nettes de gaz à effet de serre aux niveaux de 1990 étaient moins bonnes qu'au moment où le CCAP avait été publié. Il était prévu, aux termes du CCAP, dans l'hypothèse d'une mise en oeuvre complète du plan, que les émissions de carbone libéré par la consommation d'énergie augmenteraient d'environ 3 % entre 1990 et l'an 2000, cette augmentation étant compensée par

des réductions des émissions d'autres gaz à effet de serre. L'examen a fait apparaître un potentiel de croissance plus important des émissions de CO₂ et de HFC. A cette occasion, l'équipe a conclu à une augmentation probable des émissions de CO₂ provenant de la consommation d'énergie en 1994, puisque la demande d'énergie pour l'année en question avait été supérieure de 1,5 % à celle de 1993. En 1993, les émissions de CO₂ avaient dépassé de 4,1 % les niveaux de 1990.

11. L'équipe d'examen a noté qu'aux Etats-Unis la plupart des programmes d'enseignement de type scolaire étaient du ressort des administrations locales et des Etats et que la législation limitait le rôle du gouvernement fédéral en matière d'éducation publique concernant la question des changements climatiques. Malgré ces restrictions, plusieurs institutions publiques entreprennent des activités de sensibilisation à cette question. L'équipe a reconnu que les Etats-Unis avaient apporté une contribution déterminante à la compréhension scientifique des changements climatiques et que leurs travaux fournissaient des données factuelles servant de base à de nombreuses actions de sensibilisation.

12. Bien que les Etats-Unis n'aient ménagé aucun effort pour que les institutions multilatérales intègrent à leurs programmes d'assistance financière les préoccupations suscitées par les changements climatiques, on ne sait pas encore si le Congrès autorisera le financement requis afin que les Etats-Unis maintiennent à son niveau actuel l'aide publique au développement (0,15 % du produit intérieur brut, selon les statistiques du Comité d'aide au développement de l'OCDE) et respectent leurs engagements financiers envers les institutions multilatérales. L'équipe d'examen a été impressionnée par plusieurs programmes d'assistance bilatérale mis sur pied par les Etats-Unis dans le domaine des changements climatiques, et plus particulièrement par le programme d'études par pays. Elle a noté, enfin, que les premiers projets mis au point au titre de l'Initiative des Etats-Unis en faveur d'une application conjointe avaient été approuvés.

Commentaires communiqués par les Etats-Unis d'Amérique ¹/ :

"Les Etats-Unis se déclarent satisfaits de l'examen approfondi et utile assuré par le secrétariat et son équipe d'examen. Nous nous rendons bien compte qu'il aurait été impossible d'établir un rapport aussi complet et détaillé sans la visite de l'équipe dans notre pays, et que nous n'aurions pas non plus été suffisamment en mesure d'expliquer, uniquement par le biais de documents écrits, le comment et le pourquoi des diverses décisions que nous avons été amenés à prendre au cours de la préparation du rapport sur l'action des Etats-Unis dans le domaine du climat. Nous constatons également que les préparatifs de cette visite sur le plan national nous ont conduits à revoir bon nombre de documents de base qui avaient servi à préparer cette communication. En bref, il est clair que le processus d'examen, même s'il est encore en voie d'organisation, a son utilité.

¹/ Ce commentaire est inséré dans le présent document conformément à la décision 2/CP.1 (voir FCCC/CP/1995/7/Add.1).

Les Etats-Unis prient instamment les équipes d'examen de ne pas outrepasser les limites de leur mandat : l'examen doit essentiellement permettre à l'équipe de déterminer avec quelle rigueur les pays ont suivi les directives adoptées en ce qui concerne l'établissement des rapports et de vérifier la validité des analyses qu'ils ont réalisées pour évaluer leurs émissions actuelles et futures de gaz à effet de serre. Il ne nous semble pas opportun que ces équipes formulent des recommandations de principe sur les mérites comparés de telle ou telle politique choisie par les divers pays.

Les Etats-Unis se félicitent d'avoir eu la possibilité, avant la publication du rapport, d'y apporter des modifications de forme, grâce auxquelles nous pensons que la version définitive reflétera mieux les réalités actuelles dans notre pays."
